

Libra : sous la pression, les acteurs financiers abandonnent la crypto-monnaie

Le ciel se couvre pour Libra, le projet de crypto-monnaie porté par Facebook. Au fil des semaines, les partenaires liés au secteur financier quittent le navire. Début octobre, Paypal était le premier à annoncer son retrait pour se « se concentrer sur sa mission actuelle de démocratiser l'accès aux services financiers pour les populations mal desservies. »

Un coup dur qui s'accompagne d'une vague de nouveaux désistements avec Visa et Mastercard que la presse américaine évoquait depuis plusieurs jours. Il semble que la pression des [régulateurs des pays du G7](#) après celle des autorités américaines portent leurs fruits.

« Nous allons continuer à évaluer la situation et nous prendrons notre décision ultime en fonction d'un certain nombre de facteurs, y compris la capacité de l'association à répondre de façon entièrement satisfaisante à toutes les attentes des régulateurs », a expliqué un porte-parole de Visa [à l'AFP](#).

De leur côté, la plateforme de commerce en ligne eBay et les services de paiement Stripe ont aussi annoncé leur retrait.

Chez Libra, on récuse officiellement le moindre doute sur la pérennité du projet. La liste des partenaires est [mise à jour](#) au rythme des désistements et les noms des partants n'y figurent déjà plus.

Pression sur Stripe, Visa et Mastercard

[Selon The Verge](#), une lettre de deux sénateurs américains du parti démocrate – Brian Schatz et Sherrod Brown – adressée le 8 octobre à Stripe, Visa et Mastercard pourraient avoir été le déclencheur de leur décision de se désengager de Libra.

Ils y évoquent le manque de clarté de Facebook qui « n'a pas fourni de plan clair sur comment empêcher Libra de faciliter le financement d'activités criminelles et terroristes, déstabiliser le système financier mondial, interférer avec les politiques monétaires ou exposer les consommateurs à des risques qui n'affectent aujourd'hui que des investisseurs professionnels ».

Avant d'évoquer la menace que leur participation pourrait faire peser sur leur activité : « Si vous restez dans le projet, vous pouvez vous attendre à des examens poussés de la part des régulateurs non seulement de activités de paiement liées à Libra, mais aussi de toutes vos activités de paiement ».

Marc Zuckerberg en première ligne pour sauver Libra

Officiellement, ces désistements à répétition et le manque à gagner inhérent (10 millions \$ par partenaire) ne déstabilise pas le projet dont la première réunion du conseil d'administration doit se tenir le 15 octobre.

En France, le contre-feu est venu de Xavier Niel. Le fondateur et premier actionnaire individuel d'Iliad (maison mère de Free) qui est le seul partenaire français de Libra s'est fendu d'[une tribune](#) publiée dans les Echos pour réitérer son engagement et lister les potentiels bienfaits de la crypto-monnaie sur l'économie mondiale.

Signe que la pression est sérieuse, Marc Zuckerberg a accepté de répondre, le 23 octobre, aux questions d'une commission parlementaire américaine. Par le passé, seul [le cataclysme](#) Cambridge Analytica l'avait sorti de son campus de Menlo Park pour s'expliquer, au Congrès américain et au Parlement européen, sur les défaillances de Facebook.